

## Editorial



Depuis 2 ans, et à l'issue de nos expériences en Amérique centrale après l'ouragan Mitch, par la suite en Afghanistan et au Tchad, en 9 Lettres publiées, près de 30 évaluations, plusieurs recherches, formations et ateliers-débats, le Groupe URD et son Observatoire en Haïti a toujours cherché à :

- Soutenir les mécanismes d'apprentissage tant auprès des acteurs humanitaires qu'au sein d'institutions haïtiennes grâce à l'analyse et au partage des leçons tirées des évaluations ;
- Renforcer la capacité des acteurs haïtiens de l'Etat et de la société civile à commanditer, conduire, encadrer ou exploiter des évaluations ;

- Mener des études spécifiques sur des sujets et problématiques découlant des évaluations.

Les thèmes traités ont évolué en même temps que le contexte humanitaire. La lettre de l'Observatoire contient 2 rubriques : Les Actualités de l'Observatoire Haïti pour informer sur les évaluations et sur les formations et/ou sur les ateliers d'échanges d'expériences et les conférences à venir ; les Leçons apprises, constituée d'articles produits à l'issue d'un travail de compilation et de synthèse, réalisés par l'équipe de l'Observatoire ou par des auteurs externes.

A l'aube de cette année 2014, 3 ans après la terrible catastrophe qui a ravagé une partie importante du pays et après le départ de nombreux opérateurs humanitaires, quelles sont les rubriques les plus utiles ? Quels sont les sujets qui doivent être approfondis ? Quelles leçons doivent encore être tirées des actions posées afin de passer plus efficacement encore aux programmes de développement ? Que faut-il maintenir ? Que faut-il compléter ? Que faut-il changer ?

Au Groupe URD nous sommes toujours à l'affût de l'amélioration de notre travail afin de pouvoir répondre de façon pertinente et judicieuse aux besoins du secteur. Pour cette raison, nous viendrons bientôt solliciter quelques un d'entre vous, chers lecteurs et chères lectrices, pour recueillir vos commentaires et appréciations afin de mieux guider nos choix stratégiques et rédactionnels en 2014. En attendant, nous serons heureux de vous lire par retour de courrier sur ce qui vous a paru le plus utile à votre travail.

Vous pourrez lire dans ce premier numéro de 2014, un article de la Fédération Internationale de la Croix Rouge détaillant le chantier d'apprentissage mis en place et visant à promouvoir le changement organisationnel par l'intégration des connaissances acquises en Haïti dans ses procédures et modes opératoires ; les messages clés issus d'une évaluation itérative des projets financés par la Chaîne du Bonheur en Haïti et les leçons apprises sur les interventions de la Croix Rouge Britannique visant les moyens de subsistance en milieu urbain, plus particulièrement à Delmas 19.

*Isabelle Fortin, coordinatrice de l'Observatoire Haïti / Groupe URD*

## Sommaire

Actualités de l'Observatoire Haïti .....	2
• Table ronde sur l'insécurité et l'aide humanitaire en Haïti .....	2
• Formation à l'évaluation de l'action humanitaire .....	3
Leçons apprises .....	4
• Leçons apprises sur les interventions visant les moyens de subsistance en milieu urbain .....	4
• Promouvoir le changement organisationnel : expérience de la Croix-Rouge en Haïti .....	6
• Messages clés après trois ans d'évaluation itérative des projets financés par la Chaîne du Bonheur en Haïti .....	7

### • Table ronde sur l'insécurité et l'aide humanitaire en Haïti

Du Le 12 décembre 2013, l'Observatoire du Groupe URD en Haïti a organisé une restitution sous forme de table ronde du rapport produit par Arnaud Dandoy, intitulé : L'insécurité et aide humanitaire en Haïti : l'impossible dialogue. Une douzaine de personnes responsables de différentes organisations humanitaires (Médecins sans Frontière, Oxfam Québec, CRS, ACTED, etc.) étaient présentes pour échanger en toute franchise sur cette importante et délicate question que représente la sécurité pour les organisations humanitaires.

La sécurité en Haïti est un véritable problème de société qui dépasse les préoccupations individuelles ou organisationnelles ainsi que les clivages développement-humanitaire. Les discussions sur la sécurité humanitaire se limitent souvent aux directives techniques sur la gestion du risque. Or, apporter des solutions « techniques » à des problèmes qui ne le sont pas est dangereux. Les contextes dans lesquels évoluent les acteurs humanitaires sont éminemment variés, fragiles et nuancés. L'ambiguïté des pratiques humanitaires, souvent désordonnées, subjectives, et chargées d'émotions, ne s'accommodent pas facilement de standards, de protocoles ou de « bonnes » pratiques. Une réflexion plus large sur les enjeux politiques, économiques et sociaux des politiques sécuritaires des organisations humanitaires est indispensable.

L'approche suivie dans ce rapport se voulait moins technocratique, plus sociologique. Elle a pu paraître inappropriée voire préjudiciable pour les responsables de la sécurité qui ont la responsabilité d'assurer la protection du personnel sur le terrain. Or, ce qui se passe « sur le terrain » dépasse les influences personnelles et doit se comprendre dans un contexte historique et culturel plus large. Ce n'est qu'en prenant un certain recul sur la manière de penser les risques (physique, réputationnel et financier) qu'un véritable débat sur le fond des politiques de sécurité des organisations humanitaires sera possible.

La bureaucratisation, la professionnalisation et la standardisation de la gestion du risque doit se comprendre dans un processus de rationalisation du champ humanitaire au cours des deux dernières décennies. Des technologies sophistiquées sont mises en place pour évaluer les risques (*risk assessment*), qu'il faudra ensuite « gérer » (*risk management*) en disciplinant les humanitaires afin qu'ils soient en mesure de faire des choix rationnels et prudents. L'univers rationnel et technique de la sécurité humanitaire affecte l'essence même de l'humanitaire, comme disposition à l'autre. L'humanitaire devient obsédé par les notions de risques, qui reflètent moins une réalité objective qu'un état d'esprit craintif.

L'espace public n'est plus un lieu d'interaction et d'échange mais un espace « à risque ». Le pouvoir disciplinaire s'immisce jusque dans les moindres détails de la vie professionnelle et privée des humanitaires. Même les relations amoureuses doivent être gouvernées – au nom de leur propre intérêt. L'humanitaire rationnel a remplacé l'humanitaire relationnel – qui devient de plus en plus rigide et impersonnel – au bénéfice d'une approche procédurale et managériale qui impose la distance sociale. Un des principes fondamentaux de l'action humanitaire est le « do no harm ». Il s'agit d'éviter les incohérences et les politiques qui vont à l'encontre de l'action humanitaire et du développement. Ce principe doit nécessairement s'appliquer aux politiques de sécurité des organisations humanitaires.

Au final, le véritable danger consiste à remplacer toute discussion politique, économique et sociale par des considérations techniques sur la gestion des risques. Le discours sur le renforcement des institutions publiques, sur la réduction des inégalités et donc la cohésion sociale est en fort décalage par rapport aux politiques de sécurité des organisations humanitaires. La fortification des bureaux des agences humanitaires ainsi que les mesures restrictives en matière de déplacement et de mobilité renforcent la ségrégation sociale et spatiale. Les logiques ségrégationnistes éloignent toujours plus loin le personnel de la population locale. L'écart se creuse entre ceux qui peuvent s'offrir de la sécurité (privée) et la majorité de la population qui ne jouit pas des mêmes privilèges. L'investissement dans la sécurité publique est une des solutions les plus viables pour renforcer la sécurité. En dépit des nombreux efforts nationaux et

internationaux, l'Etat haïtien n'a toujours pas la capacité d'apporter de la sécurité à sa population. L'offre de sécurité est toujours assurée par le secteur privé. Les organisations humanitaires elles-mêmes continuent d'appréhender leur propre sécurité comme un bien privé et non public. Il existe ainsi une séparation artificielle entre, d'une part, les initiatives pour renforcer la sécurité publique en Haïti et, d'autre part, les pratiques quotidiennes de sécurité des organisations humanitaires. En lieu et place de convergence, sinon de cohérence, celles-ci continuent d'évoluer de manière indépendante.

Un des dangers consiste à renforcer le ressentiment et l'hostilité envers les organisations humanitaires. Sous cet angle, le rapport ne doit pas être lu comme une attaque personnelle, sous le refrain désormais classique de « *bashing humanitaire* », mais comme une façon de mieux comprendre les causes de cette hostilité et d'améliorer la sécurité des humanitaires. L'objectif est le même ; les solutions envisagées pour y parvenir divergent, cependant. La question de la sécurité demande une approche différente, une approche *adaptative*, qui ne se contente pas de réponses toutes faites ou de standards préalablement définies. Les compétences nécessaires doivent être plus souples et plus intuitives que celles requises par l'approche managériale ou procédurale qui domine la gestion de la sécurité humanitaire. Cette approche est expérimentale et diversifiée. Il ne s'agit pas de reproduire par mimétisme organisationnel ce que font les autres mais d'encourager la diversité dans les pratiques. Elle doit être réaliste et ne minimise pas les dangers, bien réels, pour les humanitaires. Toutefois, l'approche adaptative est critique. Elle ne se laisse pas enfermer dans des courants de pensée (du risque, notamment) qui marginalisent d'autres manières d'appréhender la sécurité humanitaire. Elle est réflexive. Elle apprend des erreurs du passé et de la nécessité d'éviter de les reproduire. Enfin, l'approche adaptative est collective. Elle rompt avec l'autorité de ceux qui imposent des règles afin de mobiliser tous les acteurs pour mieux répondre au problème de l'insécurité.

Arnaud Dandoy

## • Formation à l'évaluation de l'action humanitaire

L'équipe de l'Observatoire du Groupe URD à Port-au-Prince a réalisé comme prévu, du 25 au 29 novembre 2013, une formation à l'évaluation de l'action humanitaire. Les séances ont été animées par Bonaventure B. Sokpoh, formateur principal et Isabelle Fortin, coordonnatrice de l'Observatoire en Haïti. Les participants (19 personnes sur une centaine d'inscrits) étaient issus principalement du ministère de l'Agriculture, de l'Université d'État d'Haïti, des ONG internationales et nationales. Dans une ambiance dynamique et productive, les participants ont manifesté beaucoup d'intérêt pour tous les modules. Leur haut niveau académique et la qualité de leurs expériences professionnelles ont contribué à la qualité des échanges et laissent entendre que les compétences acquises et/ou renforcées seront grandement valorisées au sein de leurs institutions respectives ; le Groupe URD en est convaincu.

La prochaine session est prévue pour février 2014. Des discussions sont aussi en cours avec le ministère de l'Agriculture afin que d'autres sessions supplémentaires puissent être réalisées en 2014 en faveur de ses cadres. La réalisation de ces formations répond donc à un besoin national clairement exprimé.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter Rosilia Florius [adminhaiti@urd.org](mailto:adminhaiti@urd.org)

### • Leçons apprises sur les interventions visant les moyens de subsistance en milieu urbain

**Richener Noel, décembre 2013**

*Sur l'initiative du Groupe URD, les représentants de quelques acteurs clés du milieu humanitaire se sont réunis à Port-au-Prince, le vendredi 6 décembre 2013, pour débattre des leçons tirées des actions de moyens de subsistance dans la capitale haïtienne. Cette rencontre, organisée dans le cadre de l'évaluation d'un programme mis en œuvre par la Croix-Rouge Britannique (BRC) dans la zone de Delmas 19 a été aussi l'occasion de décrypter des éléments du contexte d'intervention dans les quartiers et d'élucider les grandes approches retenues par ces différents acteurs.*

Beaucoup d'ONG impliquées dans les urgences, consécutives au séisme du 12 janvier 2010, ont progressivement fait un saut vers la phase de développement durable, notamment à travers des activités visant un renforcement des moyens de subsistance des populations (*livelihood*). Ces acteurs, qui n'avaient pas tous de l'expérience dans ce genre d'activités en milieux urbains, ont dû développer des approches et des outils pour faire face aux défis du contexte difficile des quartiers de Port-au-Prince. En effet, en plus de la différenciation et du fort volume de populations qui caractérisent habituellement les villes, Port-au-Prince a la spécificité d'avoir été bouleversé par une très grande catastrophe naturelle provoquant d'incalculables impacts. La cohésion sociale a été affectée, en raison de la mobilité des populations à l'intérieur de la ville. L'on a aperçu aussi une faible structuration des rapports entre les populations ; les organisations communautaires de bases et les comités (émergés après le séisme) n'ont pas généralement d'expérience dans des activités de développement communautaire et souffrent d'illégitimité. Ceci explique en grande partie pourquoi la plupart des ONG sont obligées d'envisager dans leurs plans un axe de renforcement organisationnel. Du fait du retard dans l'organisation des élections locales, les autorités des collectivités territoriales de leur part

souffrent aussi d'une certaine illégitimité pour négocier au nom des populations.

En plus, l'insécurité persistante dans beaucoup de quartiers pousse les acteurs à adopter des stratégies de sécurité qui ne manquent pas d'impacter sur la qualité de leurs actions, notamment en ce qui concerne la temporalité.

Pour les actions dans les camps, la situation n'est pas moins difficile ; en raison de leur caractère temporaire, les interventions doivent prendre une tournure ponctuelle. Les acteurs qui y interviennent mentionnent aussi une sorte de méfiance entre les membres des comités. Il paraît donc plus difficile d'envisager pour les populations des camps des projets durables de renforcement des capacités des moyens d'existence.

#### **Différentes approches d'identification des bénéficiaires en matière de projet sur les moyens de subsistance**

Les participants<sup>1</sup> à cet atelier ont débattu des approches retenues dans l'identification des bénéficiaires. Le tableau qui suit constitue une tentative de synthèse des différentes approches existantes ; les acteurs présents à l'atelier se reconnaissent dans l'une ou l'autre. On retiendra toutefois que les choses peuvent être plus nuancées dans la réalité.

*Voir illustration des différentes approches en fin d'article*

<sup>1</sup> Les ONG représentées dans l'atelier ou ayant participé aux discussions sont : Oxfam (Québec et Grande Bretagne), Entrepreneurs du Monde (EDM), Catholique Relief Services (CRS), la Croix-Rouge Française, la Croix-Rouge Britannique, Konsèy Nasyonal Finansman Popilè (KNFP), le Groupe URD, Fonkoze et Action contre la Faim (ACF).

## Six grandes leçons apprises des interventions en moyen de subsistance en milieu urbain

- Donner dès les débuts aux populations affectées ou bénéficiaires des informations claires et structurées sur la nature des programmes (les activités envisagées et les moyens alloués, les attentes souhaitables, les modalités, la temporalité).
- Prévoir une durée de projet appropriée et réaliste pour les programmes de sortie de crise (suffisamment de temps pour l'analyse, l'accompagnement et le suivi).
- Exigence de compétences appropriées aux activités de sortie de crise. Il est fondamental que les ONG non expérimentées établissent des partenariats avec les organisations compétentes. En matière de crédit, il faut éviter de faire savoir aux populations le partenariat existant entre ONG et institutions de micro-finance ; car les populations n'arrivent généralement pas à comprendre qu'une ONG puisse se lancer dans du crédit.
- Il est nécessaire d'envisager, dès l'élaboration des programmes, l'accompagnement et renforcement des capacités des organisations communautaires partenaires ou bénéficiaires.
- Il faut prendre beaucoup de précautions si l'on doit faire des subventions en argent comptant. Après l'octroi de ceci, l'on aura beaucoup de difficultés à intégrer les bénéficiaires dans des logiques de crédits.
- Il faut une très bonne connaissance du contexte/des besoins du quartier dans lequel on

s'active. Cette connaissance doit être actualisée au cours de l'action. Certaines organisations ont même commandé des études au cours des interventions.

En conclusion, la culture d'assistantat de plus en plus présente en Haïti ces dernières années constitue un fort obstacle à tout élan de créativité du côté des populations : c'est l'un des aspects négatifs de la dynamique de l'aide telle qu'elle a été entreprise. En préparation de réponses à d'éventuelles crises futures, les acteurs humanitaires devraient à continuer à tester pour améliorer et consolider les méthodes de transfert monétaire afin de minimiser le plus possible les effets pervers de l'assistance. Entre temps, il faut s'attaquer aux défis actuels : renforcer les capacités des acteurs nationaux (Croix-Rouge haïtienne, ONG nationales et structures des pouvoirs publics) et concilier les approches humanitaires (centrées sur les vulnérabilités et les approches de développement (centrées sur le renforcement des capacités).

Démarche volontaire des bénéficiaires	Appui à la structuration communautaire	À travers les comités/plateforme	À travers les autorités locales
ONG/IMF*	ONG/IMF	ONG/IMF	ONG/IMF
Autorité nationale (Mairie/CASEC/ASEC)	Autorité nationale (Mairie/CASEC/ASEC)	Autorité nationale (Mairie/CASEC/ASEC)	Autorité nationale (Mairie/CASEC/ASEC)
OCB	OCB	OCB	OCB
Comité	Comité	Comité	Comité
Groupement communautaire	Groupement communautaire	Groupement communautaire	Groupement communautaire
Ménages	Ménages	Ménages	Ménages

\* les éléments en vert sont ceux utilisés dans le cadre de chaque approche



---

## • Promouvoir le changement organisationnel : expérience de la Croix-Rouge en Haïti

Charlotte Masselot, décembre 2013

*Qu'avons-nous appris au cours des dernières années tandis que les acteurs humanitaires de l'urgence et du développement répondaient sans relâche au tremblement de terre qui a frappé Haïti le 12 janvier 2010 ? Quelles leçons tirées de cette expérience unique nous permettront d'accroître la qualité de nos opérations futures et d'améliorer l'efficacité, l'efficience et l'impact de nos programmes ? C'est pour tâcher de répondre à ces deux questions essentielles que la Fédération Internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et l'ensemble de ses membres activement engagés en Haïti ont lancé en 2012 un vaste chantier d'apprentissage visant à promouvoir le changement organisationnel par l'intégration des connaissances acquises en Haïti dans ses procédures et modes opératoires.*

Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a couvert à lui seul 25% de la réponse au séisme durant les premières semaines d'urgence aigue, principalement dans le domaine de la distribution d'eau potable et de la distribution de biens de première nécessité. Face à l'impact de la catastrophe, exacerbé par des vulnérabilités profondément enracinées, le Mouvement a mobilisé des moyens humains, matériels, logistiques et financiers considérables pour tâcher de se montrer à la hauteur des besoins et attentes de la population haïtienne et de la société nationale hôte, la Croix-Rouge haïtienne (CRH). La FICR a ainsi continuellement cherché à adapter ses programmes aux défis posés par ce contexte d'intervention, en particulier dans la capitale haïtienne. Soucieuse de capitaliser sur cette expérience et de devenir une « organisation apprenante », la FICR a mis sur pied une méthodologie d'apprentissage pour Haïti consistant en l'identification, la formalisation, la dissémination et l'institutionnalisation des enseignements tirés de cette opération. Une première conférence d'apprentissage en avril 2012 avait ainsi permis d'identifier collectivement les principales leçons apprises par le Mouvement en Haïti. La fin de l'année 2012 et l'année 2013 ont été dédiées à l'extraction et l'explicitation des connaissances via la conduite d'entretiens individuels ou en groupes et de revues documentaires, ainsi qu'à l'élaboration de

produits d'apprentissage (études de cas, bonnes pratiques, toolkits, etc.), collaborant notamment avec le Groupe URD pour la création d'un outil d'évaluation socio-culturelle pour ses programmes d'Eau, Hygiène et Assainissement.

La seconde conférence d'apprentissage qui s'est tenue les 18 et 19 septembre 2013 au Panama, pays qui héberge le bureau régional des Amériques de la FICR, visait à faire connaître ces principales leçons et produits d'apprentissage et de promouvoir des pratiques améliorées au regard, par exemple, de la coordination au sein du Mouvement, la coopération avec les acteurs externes et la diplomatie humanitaire, la transition entre les phases d'urgence et de relève ainsi que la définition de stratégies de sortie, la relève et la résilience en milieu urbain, notamment l'implémentation d'une approche de réponse aux besoins dite « intégrée », le renforcement des capacités opérationnelles et le développement organisationnel de la société nationale hôte, l'audit interne et la gestion des risques, etc.

Les ambassadeurs des différents groupes de réflexion ont abordé l'ensemble de ces sujets sous un angle particulier, celui des « mega-disasters », des réponses à des catastrophes de grande ampleur, avec un objectif précis : améliorer la performance de l'organisation dans l'ensemble de ces domaines lors de futures réponses d'envergure.

Rassemblant plus de 150 hauts dirigeants, directeurs, cadres, coordinateurs et praticiens des bureaux de terrain ou régionaux ainsi que des sièges de la FICR et de 32 sociétés nationales, l'objectif de cette conférence était de définir collectivement les actions permettant d'institutionnaliser les connaissances acquises en Haïti. Dans un environnement d'apprentissage qui se voulait didactique et varié, les participants du Mouvement ont pu partager leurs connaissances et leurs expériences avec leurs collègues de la Croix-Rouge ainsi qu'avec des représentants de l'OCHA, du PNUD, de l'AECID, et du Groupe URD représenté pour l'occasion par Alice Corbet, Docteur en anthropologie et en ethnologie, chercheuse au Groupe URD qui a

notamment publié un rapport sur l'approche communautaire dans le camp de Canaan à Port-au-Prince. Alice Corbet, en tant qu'ambassadrice d'un groupe de réflexion dédié à la compréhension du contexte et des enjeux locaux, a pu apporter un regard nouveau sur les considérations sociales et culturelles de l'action humanitaire. Elle a ainsi contribué à l'identification, par les membres de la FICR, d'une mesure visant à étendre le champ d'expertise de la Croix-Rouge en approche communautaire. Cette mesure consisterait ainsi à constituer un pool de spécialistes qui pourront être déployés dans les futures opérations ou formeront les équipes et volontaires de la Croix-Rouge aux outils et méthodes d'étude d'anthropologie culturelle et sociale (rites, coutumes, parenté, techniques, habitats, représentations spatiales et temporelles, etc.), renforçant ainsi l'ancrage communautaire et local de l'organisation dans son ensemble et assurant une plus grande qualité et pertinence de ses services.

Ce type de proposition s'inscrit parmi un ensemble de mesures identifiées conjointement afin d'opérer un changement organisationnel qui se traduira par l'adaptation ou l'élaboration de politiques, procédures, systèmes et outils relatifs à six grandes thématiques qui se sont dégagées au cours de cette conférence, à savoir :

- **Préparation** : être mieux préparés à répondre à des catastrophes de grande ampleur
- **Approche communautaire** : mieux connaître les populations auxquelles nous portons assistance et avec lesquelles nous travaillons

- **Relève** : anticiper et répondre de façon durable aux besoins et vulnérabilités
- **Ressources humaines** : déployer la bonne personne au bon endroit et au bon moment
- **Résilience de la société nationale hôte** : accroître les capacités de la société nationale hôte à se relever et être résistante face aux chocs
- **Diplomatie humanitaire** : positionner le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et ses membres.

Une feuille de route pour l'implémentation des mesures proposées au cours de la conférence est actuellement en préparation et sera soumise dans les prochaines semaines à l'approbation des cadres et dirigeants de la FICR. Plus de 16 heures d'enregistrement et de tournage ont été effectués pendant la conférence. Les sessions plénières ont été retransmises en direct et sont toujours disponibles sur <http://desapprendre.hoop.la/topic/livestreaming>.

Les vidéos de restitution des groupes de travail peuvent également être vues sur <http://www.cruzroja.org/#/haiti-learning-conference/c1nuy>.

Cette conférence et tout le travail préparatoire des dernières années auront non seulement permis de tracer un chemin clair d'apprentissage pour l'opération Haïti à différents niveaux, mais auront surtout représenté une formidable occasion pour l'organisation de réfléchir à la place à donner à une telle initiative afin que l'apprentissage devienne partie intégrante de sa culture.

---

## • Messages clés après trois ans d'évaluation itérative des projets financés par la Chaine du Bonheur en Haïti

Depuis la vaste réponse humanitaire qui a été déclenchée tout de suite après le tremblement de terre de janvier 2010, quelques bailleurs ont voulu rapidement pouvoir tirer des leçons des projets et programmes qu'ils appuyaient.

La Chaine du Bonheur, organisation Suisse qui a financé les programmes de plusieurs ONG suisses travaillant en Haïti, avait demandé au Groupe URD de faire une évaluation itérative des programmes de reconstruction mis en œuvre.

Nous vous en avons fait part dans la dernière lettre de l'observatoire. Nous publions dans celle-

ci, les messages clés issus du processus de l'évaluation et des débats menés lors de la conférence de clôture du projet, du 30 septembre au 2 octobre 2013.

De même, 4 ans après le séisme, le Groupe URD et la Chaine du bonheur reviennent en janvier sur les enseignements majeurs de la gestion de cette crise, à travers différents médias en France et en Suisse.

*En savoir plus :* <http://www.urd.org/Messages-cles-issus-de-trois-ans-d>



## Groupe URD

Le Groupe URD (Urgence – Réhabilitation – Développement) est un institut associatif de recherche, d'évaluation, de production méthodologique et de formation travaillant à l'amélioration des pratiques humanitaires en faveur des populations affectées.

Pour en savoir plus :

[www.urd.org](http://www.urd.org)

## Contacts

Pour s'abonner à la lettre de l'Observatoire:

[www.urd.org/haïti](http://www.urd.org/haïti)

Si vous souhaitez proposer des articles :

Contactez Isabelle Fortin

[ifortin@urd.org](mailto:ifortin@urd.org)

## Observatoire Haïti

La Lettre de l'Observatoire Haïti 'Evaluer pour évoluer' vise à partager les résultats d'évaluations et d'études sur des problématiques liées à des interventions d'urgence ou à des programmes de développement.

Nous faisons régulièrement appel à des plumes extérieures et/ou le lien avec d'autres publications. Nous vous invitons donc à nous contacter si vous souhaitez proposer des articles.

Retrouvez sur le site Internet ([www.urd.org/haïti](http://www.urd.org/haïti)) des compléments de lecture et les articles détaillés des auteurs.

Les activités de l'Observatoire Haïti sont soutenues par :

